

José Manuel Barroso et son escouade de commissaires à gages

Le 23 novembre 2004, José Manuel Durão Barroso prenait la présidence de la Commission. « *La Commission européenne passe encore plus sous le contrôle des Thatcheriens* » s'exclame un an plus tard le conservateur *The Daily Telegraph* [1], suite à plusieurs remaniements à la tête de l'administration bruxelloise. La référence à l'ancienne Premier-ministre britannique pourrait sembler anachronique, plus de dix ans après son retrait de la vie politique. Et pourtant. L'ancien maoïste Barroso aurait vérité : il a su rassembler autour de lui une équipe de choc à même de poursuivre le travail déjà réalisé par ses illustres prédécesseurs.

Décembre 2010

Sans renier pour autant son mérite, Barroso avait de qui tenir. Nous avons déjà évoqué le bilan flatteur de certains de ces « hommes de main de la dame de fer » qui ont façonné l'UE au cours des décennies 80 et 90. Cockfield, Sutherland, Brittan, avec le soutien de Davignon et Delors, ont, entre autres, contribué à abattre une à une les « barrières réglementaires » au libre-échange et entamer la libéralisation de nombreux secteurs de l'économie européenne (télécom, transport aérien, énergie).

Barroso jouissait par ailleurs d'une conjoncture favorable : en 2004, la débandede sociale-démocrate en Europe était quasiment complète, sinon en Espagne avec l'élection de Zapatero. Schröder venait de quitter la présidence du SPD face aux critiques qui l'accusaient de vouloir la fin de l'Etat-providence allemand [2] ; un an plus tard, il sera battu par Angela Merkel lors de législatives anticipées.

Quant à Tony Blair, personne ne s'amusait guère encore à le qualifier de socialiste. Exprimé par son ami Peter Mandelson, le coming-out du new labour ne devait, à ce titre, plus surprendre personne : « *Nous sommes tous des thatchériens* » témoignait le néo-travailliste dans une tribune publiée en 2002 par le Times. C'est d'ailleurs Blair qui appuiera de manière décisive la nomination de Barroso à la tête de la Commission, contre Guy Verhofstadt jugé trop fédéraliste, et pas assez atlantiste [3]. Les allemands et français finiront par s'en accommoder : libéral dogmatique certes, mais néanmoins diplomate et tortueux, « dur d'argile » (la traduction très approximative de « durão barroso ») fera finalement l'unanimité.

L'ami José Manuel va donc disposer d'un boulevard pour continuer l'œuvre de ses prédécesseurs, avec la bénédiction des gouvernements conservateurs en Europe. Au programme : attaques en règle contre les services publics, qui opposent toujours et encore au bon sens des marchés et de l'enrichissement privé les mythes vieillots de l'intérêt général (non lucratif), de la gestion publique (bureaucratique) et de l'Etat-providence (obèse).

A son actif, la Commission Barroso a poursuivi et mené à leur terme les processus de libéralisation des transports ferroviaires [4], des services postaux [5] et de l'énergie (gaz et électricité) [6]. Conséquence presque mécanique dans les différents secteurs : la privatisation des entreprises publiques (comme c'est le cas en France de GDF-Suez, et bientôt EDF) ou du moins leur transformation progressive dans cette perspective (La Poste, la SNCF). Dans tous les cas, le passage à un management « d'entreprise » est la règle, avec ses conséquences : réduction des coûts salariaux, marketing à outrance (le cas de la SNCF et de la Poste est particulièrement explicite), et augmentations substantielles des prix pour « être à l'écoute du marché ».

Mais l'application minutieuse des bonnes vieilles recettes de mamie Thatcher ne s'arrête pas aux seules privatisations. Les marchés doivent être placés au coeur du processus de décision, qu'il s'agisse de l'environnement (avec la finance carbone, la réforme de la PAC, et plus généralement le « capitalisme vert »), de l'Université et de la recherche (avec la « stratégie de Lisbonne ») ou de la politique régionale (avec le développement des partenariats « public-privé » et la promotion de l'« attractivité » des territoires, du « nouveau management public »).

Pour mener à bien de tels chantiers, il fallait réunir une équipe de fines lames. A ce titre, le collège des commissaires de l'ami José s'avère être une véritable *dream team*.

A commencer par **Charlie Mc Creevy**, ancien ministre des finances irlandais. « Le pire », si l'on en croit la presse irlandaise [7] qui lui reproche aujourd'hui ses réformes de l'imposition sur les sociétés (passée de 50% à 12%) et la mise en place d'un laissez-faire total dans le domaine des services financiers... Le père de la crise irlandaise a aussi sévi à la Commission, à la tête de la direction « services et marché intérieur », en poursuivant contre vent et marées la déréglementation des services financiers et le développement de l'« innovation financière » (dont les fameux CDS qui permettent de spéculer indifféremment sur les prix des matières premières comme sur les taux des obligations des Etats).

Même après la crise financière de 2008, alors que de timides propositions étaient faites à la Commission pour mettre un peu d'ordre dans le grand foutoir de « l'innovation financière », il opposa une franche hostilité à réguler les services financiers en expliquant que « *ce n'est pas le manque de réglementation qui est à l'origine de cette crise financière* [8] ». Puisque tu le dis, Charlie...

Il faut dire qu'on touchait là à une de ses cordes sensibles. Car McCreevy est un véritable pourfendeur de réglementation, il a ça dans le sang. Ce féru de paris sportifs et ami des bookmakers irlandais a notamment fait preuve d'une grande insistance pour ouvrir à la concurrence le marché des jeux et des paris. Et d'une obstination non moindre dans son refus d'édulcorer la directive « services », héritière de la directive Bolkestein, malgré l'opposition de l'Allemagne et la France (dont les gouvernements ne



Nom de code "Dur d'Argile" (2010)

souhaitaient sans doute pas « assumer » les conséquences électorales...) [9].

Pour finir en beauté, à son départ de la Commission en 2010, alors qu'il était en charge de la (dé)régulation financière, il trouva à se reconverter... au conseil d'administration d'un établissement financier (NBNK Investments). Il fut à ce titre le premier commissaire de l'histoire de l'Union européenne à se voir refuser un pantouflage depuis la mise en place d'un « comité éthique » par la Commission. Un véritable exploit, mais, semble-t-il, à Charlie rien d'impossible.

Son collègue et commissaire à la direction Entreprise et Industrie, **Günter Verheugen**, aura quant à lui plus de réussite. En tant que commissaire, il était déjà « *critiqué pour son favoritisme à l'égard des intérêts des grandes entreprises, aux dépens des préoccupations sociales et environnementales* » comme le rappelle Bastamag [10]. Il a carrément choisi pour sa reconversion... de fonder sa propre agence de lobbying, « European Experience Company ». Et il compte déjà comme clients la Banque Royale d'Écosse (Royal Bank of Scotland), l'agence de lobbying Fleischman-Hillard, l'organisation bancaire allemande BVR, et l'Union turque des chambres de commerce et des bourses (Turkish Union of Chambers and Commodity Exchanges)[Id.]].

Günter n'est pas le seul Commissaire doté de l'« esprit d'entreprise ». En tout, sur 13 commissaires sortants, ce seront 6 commissaires de la Commission Barroso I qui rejoindront le privé : **Meglana Kouneva**, ex-Commissaire bulgare à la protection des consommateurs à BNP Paribas. **Joe Borg**, ex-Commissaire malte à la pêche et aux affaires maritimes au cabinet de lobbying FIPRA [11]. L'ancienne commissaire autrichienne **Benita Ferrero-Waldner** rejoint quant à elle le conseil de surveillance du champion allemand de la réassurance, Munich Re. « Coïncidence : en tant que commissaire, elle s'était impliquée en faveur du projet « Desertec », un plan d'approvisionnement électrique de l'Europe par un réseau de centrales solaires en Afrique du Nord... dont Munich Re est l'un des acteurs principaux » note Bastamag, avec une petite pointe de mauvais esprit.

Il faut dire qu'une autre commissaire n'avait pas attendu pour goûter aux délicieux jetons de présence des conseils d'administration des grandes firmes européennes : **Neelie Kroes**, « Nickel Neelie » [12], la commissaire hollandaise, placée par Barroso au poste stratégique de la direction « concurrence ». Elle fut même critiquée par le Parlement européen en raison de nombreux conflits d'intérêts potentiels : elle a détenu un mandat d'administrateur dans 43 grandes entreprises (Thales, Volvo, Lucent Technologies, etc.) et siégé au board de 12 entreprises européennes [13].

Au cours de son mandat, la « chienne de garde de la libéralisation », comme la surnomme l'*Express* [14], a tout particulièrement œuvré à la mise en concurrence des secteurs à monopoles « historiques », en instrumentalisant occasionnellement l'antitrust comme arme de persuasion (comme ce fut notamment le cas dans le secteur de l'énergie).

Un tableau auquel il faudrait ajouter **Peter Mandelson**, l'ami libre-échangiste de Blair, digne successeur de Brittan au commerce extérieur. Et **Louis Michel**, commissaire belge au développement, conseillé par l'inénarrable Etienne Davignon (membre du conseil d'administration de Suez – multinationale qui cherche accessoirement à développer ses activités commerciales dans les domaines de l'eau et de l'énergie en Afrique). Bref, n'en jetez plus...

Avec de tels spécialistes aux manettes (Verheugen, Kroes, Mc Creavy, Mandelson, Barroso), la messe était déjà dite en 2004 : la flamme du Thatcherisme serait vivace au cœur même des institutions européennes. Ce qui ne sera pas sans déplaire à la majorité conservatrice européenne, qui reconduira Barroso pour un second mandat en 2009, avec quelques nouvelles têtes. La Commission Barroso I restera quant à elle le symbole, à l'échelle européenne, du fourvoiement complet et de l'échec du « social-libéralisme » ; celui de Blair, Schröder, Jospin/Strauss Kahn et bien d'autres, dont les capitulations libres et non faussées n'auront guère fait que renforcer le conservatisme libéral qui sévit en Europe depuis déjà bien trop longtemps. Pour s'en débarrasser, il faudra inventer autre chose...

Eric Scavennec

[1] cité dans le quotidien belge *Le Soir*, Victoire des « Thatcheriens » ?, <http://archives.lesoir.be/quand-deu...>

[2] Lire *Schröder abandonne la présidence du SPD* sur Libération : <http://www.liberation.fr/monde/0101...>

[3] Barroso, lui, avait soutenu l'invasion américaine en Irak lorsqu'il était Premier ministre du Portugal ; lire *Barroso, le portrait qui a déplu* sur les Couloirs de Bruxelles, blog de Jean Quatremer : <http://bruxelles.blogs.liberation.f...>

[4] Processus initié en 1991, lire *Union européenne, la privatisation des chemins de fer et la destruction des acquis sociaux* sur Alterinfo : <http://www.alterinfo.net/L-Union-eu...>

[5] Processus initié en 1997, lire *Libéralisation des services postaux [FR]* sur Euractiv : <http://www.euractiv.com/fr/transport...>

[6] Processus initié en 1996, lire *Politique européenne l'énergie* sur le site du Sénat : <http://www.senat.fr/rap/r05-259/r05...>

[7] <http://www.irishtimes.com/newspaper...>

[8] cité dans « Crise financière, à quoi sert la commission ? » sur les Couloirs de Bruxelles : <http://bruxelles.blogs.liberation.f...>

[9] Attac France, Silence, on transpose la directive Bolkestein : <http://www.france.attac.org/spip.ph...>

[10] Ces anciens commissaires européens devenus mercenaires des lobbies, Bastamag : <http://www.bastamag.net/article1196.html>

[11] Empêchons les Commissaires de monnayer leur influence ! Stoppons Verheugen ! sur le site de l'AITEC : <http://aitec.reseau-ipam.org/spip.p...>

[12] Surnom que lui avait valu sa gestion toute « thatchérienne » de la privatisation du secteur des PTT en Hollande

[13] Lire la déclaration d'intérêts de Neelie Kroes sur le site de la Commission : http://ec.europa.eu/commission_2010...

[14] Énergie : l'Europe met les gaz, l'*Express* : <http://www.lexpress.fr/actualite/ec...>

Les dessous de Bruxelles est un site réalisé sous [SPIP](#).

Réalisation [Def], sur un squelette GPL3 de <http://www.erational.org>